

Journal de 24 heures
Un accueil triomphal pour les Français.
Militaires et milices rwandaises sont de la fête.
Elles qui, hier, massacraient sauvagement

Catherine Ceylac, Isabelle Staes, Cécile Barnier

France 2, 24 juin 1994

De son côté, le FPR semble décidé à poursuivre la bataille pour s'emparer de la capitale.

[Catherine Ceylac :] Bonsoir. Les forces françaises ont multiplié leurs patrouilles dans l'Ouest du Rwanda afin d'y évaluer la situation humanitaire ainsi que les besoins. Une équipe médicale militaire d'une cinquantaine de médecins et d'infirmiers devrait être rapidement opérationnelle.

Des fosses communes ont été découvertes dont on ignore encore l'origine ethnique des victimes. Les premiers contacts avec la population rwandaise ont été positifs. Le reportage de nos envoyés spéciaux Isabelles Staes et Pascal Pons.

[Isabelle Staes :] Un simple pont à la sortie de Bukavu et c'est l'entrée dans le Rwanda [on voit des véhicules militaires français franchir le pont de la Rusizi]. Nous sommes à Cyangugu, première étape de l'opération humanitaire des troupes françaises [on voit des soldats français au béret vert et derrière eux une foule avec un homme qui agite un drapeau tricolore].

Tout au long de la route la population acclame, drapeau bleu-blanc-rouge à la main [on voit des gens qui chantent et dansent au bord d'une route en tenant un drapeau français]. Un accueil triomphal dans cette partie du Rwanda, zone gouvernementale [on voit des villageois applaudir à l'entrée des véhicules des militaires français; deux personnes tiennent une grande pancarte sur laquelle se trouve inscrits les mots : "VIVE LA FRANCE"]. Militaires et milices rwandaises sont de la fête. Elles qui, hier, massacraient

sauvagement [on voit à nouveau des villageois applaudir et crier de joie à l'entrée du convoi français].

[Isabelle Staes s'adresse à un militaire des FAR au béret noir [il est assis dans son véhicule qui arbore un drapeau tricolore] : - "Vous êtes accusés d'avoir commis pas mal de massacres de ce..., dans cette partie du pays du côté des forces gouvernementales". Le militaire lui répond en souriant : - "Non c'est le FPR! C'est le FPR. Vous..., vous voyez le..., le..., le FPR ce n'est pas notre, euh, notre ami. C'est notre ennemi. Il devait dire tout ce qu'il pouvait dire pour nous mettre en cause". Isabelle Staes : - "Oui mais c'est..., ce sont les milices de cette, euh, de ce côté du Rwanda qui ont commencé les massacres". Le militaire : - "Les milices?". Isabelle Staes : - "Oui". Le militaire : - "Non, c'est des mensonges".]

Premier objectif des Français : le camp de Nyarushishi à une dizaine de kilomètres de Cyangu. Un premier détachement s'y est installé hier [23 juin] afin de protéger 8 à 9 000 réfugiés. Ils sont tutsi, regroupés ici par l'armée gouvernementale et vaguement protégés par la gendarmerie locale [on voit les véhicules militaires français se diriger vers le camp de réfugiés].

["Colonel Colin [il s'agit en réalité du lieutenant-colonel Hervé Charpentier], 11ème division parachutistes toulousains" : [...] à partir d'ici où on assure la sécurité, euh, du plus gros camp de réfugiés de la région. Euh, on essaie de continuer à... vadrouiller pour élargir le dispositif de sécurité à partir des renseignements que veulent bien nous donner, euh, les uns et les autres : euh, les réfugiés, les autorités, euh..., et tous ceux qui veulent nous parler".]

[On voit le colonel Didier Tauzin s'avancer au milieu des tentes du camp de Nyarushishi en criant aux réfugiés : "Le chef de secteur, le chef de quartier!"] Le colonel Thibault [Tauzin] a dû expliquer à ces Tutsi d'abord méfiants que ses troupes étaient là pour les protéger [gros plans sur des enfants puis sur une femme souffrante].

Les militaires patrouillent régulièrement dans ce camp où l'on s'entasse dans des abris de fortune, où l'on souffre de dysenterie et où l'on se sent toujours menacé par les extrémistes hutu [on voit notamment une personne squelettique allongée dans l'herbe puis un enfant qui arrive à peine à tenir sur ses jambes].

[Un réfugié du camp s'adresse au colonel Tauzin : "Hier matin [23 juin] ils..., ils étaient venus avec des machettes, avec... Même là-bas dans les brousses, où... [on entend un autre réfugié dire : "Machettes, des lances..."], il y a... Donc dans..., dans tous ces brousses qui..., qui est tout près de nous [sic]".]

Une femme réfugiée : "Ils sont venus chez nous, ils ont... cassé tout. Ils

ont... détruit tout..., toutes les maisons. Et puis, nous nous sommes réfugiés. Les autres ont..., ont été tués, surtout les maris. Les..., les hommes”.

Une jeune fille réfugiée : ”On a assassiné tous mes parents... Donc, euh, je suis ici moi seule. Pas de..., pas autre [sic]”.

Aujourd’hui la Croix-Rouge distribue des bambous pour que chacun se fabrique un abri. C’est elle aussi qui ravitaille et tente de soigner une population traumatisée [on voit un homme noir qui porte un dossard de la Croix-Rouge et qui s’adresse aux réfugiés du camp].

[Isabelle Staes, face caméra, au milieu des réfugiés du camp de Nyarushishi : ”Le plus grand camp de réfugiés tutsi à l’Ouest du Rwanda est donc désormais sous protection militaire française mais la ligne de front n’est qu’à une centaine de kilomètres d’ici et il reste bien d’autres endroits à protéger. Alors chaque jour les militaires français s’enfoncent un peu plus dans le pays afin d’éviter de nouveaux massacres”.]

[Catherine Ceylac :] Oui et dans la capitale à Kigali, les rebelles du Front patriotique opposés à l’opération Turquoise ont pilonné les zones sous contrôle gouvernemental frappant ainsi l’hôpital de la Croix-Rouge et un marché. On dénombre sept morts et des dizaines de blessés. Des images de nos envoyés spéciaux commentées par Cécile Barnier.

[Cécile Barnier :] Comme si la souffrance ne connaissait pas de limites, à Kigali il n’y a pas de répit même pour les blessés [on voit des blessés allongés sur des brancards posés à même le sol ; une incrustation ”Hôpital de la Croix Rouge, Kigali, hier [23 juin]” s’affiche à l’écran]. Ces images ont été tournées hier [23 juin] à l’hôpital de la Croix-Rouge : des dizaines d’hommes, de femmes et d’enfants venaient d’y être transportés [diffusion d’images de blessés ; parmi eux figurent un militaire des FAR]. Quelques heures à peine après leur arrivée, le bâtiment était bombardé à nouveau. Un obus de mortier sur le bloc opératoire. Bilan : sept morts et des dizaines de blessés [on voit des blessés regroupés sous des tentes].

Les équipes médicales du CICR travaillent dans des conditions impossibles et manquent cruellement de moyens. Ce soir il n’y aura plus de pansements et les victimes affluent [on voit des chirurgiens opérer un blessé ; le plan suivant montre une civière maculée de sang].

L’hôpital est situé dans une zone contrôlée par l’armée gouvernementale, pris en étau et exposé aux attaques du Front patriotique rwandais qui ont redoublé de violences ces derniers jours [on voit un soldat des FAR blessé notamment au visage en train d’être transporté par ses collègues à l’arrière d’un véhicule].

Les Casques bleus tentent tant bien que mal de protéger encore quelques réfugiés. Mais leur impuissance est grande. Le FPR semble décidé à poursuivre la bataille pour s'emparer de la capitale [on voit des militaires déambuler devant l'hôtel des Mille collines tandis que des réfugiés se montrent à la fenêtre de l'une des chambres]. Mais il a ce soir quelque peu assoupli sa position face à l'intervention de la France, comme l'a constaté notre envoyé spécial [gros plan sur des blindés de l'ONU en train de quitter l'hôtel des Mille collines].

[”par téléphone, Laurent Boussié, envoyé spécial Kigali”] : ”J'ai rencontré un haut responsable du F..., du FPR. À la position catégorique affichée il y a quelques jours a succédé, disons, euh, un langage plus réaliste avec des..., des phrases, euh, comme celle-ci : 'Les Français ont accepté les limitations, euh, demandées par l'ONU. Et si les Français restent strictement dans leur mission, il n'y aura pas de problème avec eux. Mais, évidemment, nous jugerons chaque action'”.]

[Catherine Ceylac :] En théorie la France est soutenue par les autres pays européens mais dans la réalité, ce soutien est encore timide. Néanmoins l'Italie a annoncé au sommet européen son intention d'envoyer des troupes. Arlette Chabot a recueilli les déclarations d'Alain Juppé et de Silvio Berlusconi.

[Alain Juppé, ”Ministre des Affaires Etrangères”, devant les micros des journalistes : ”J'ai pu constater aujourd'hui que tous nos partenaires approuvaient l'initiative de la France et, sous des formes diverses – envoi d'avions, envoi d'unités médicales –, étaient prêts à s'y associer sur le plan logistique. [Plan de coupe] Plan logistique, ça veut dire quoi ? Ça veut dire des avions de transport pour nous aider à transporter soit nos troupes soit aussi l'aide humanitaire ! Parce que derrière les soldats français arrivent, dans les régions, euh, que nous avons identifiées, l'aide humanitaire de façon massive. Soit des unités médicales. Il y a plusieurs pays, la Belgique, euh, la Grande-Bretagne, euh, l'Espagne, euh, d'autres encore – cinq ou six pays européens –, le Danemark se sont déclarés disponibles et ceci est en train de se mettre en place”.]

Mais seule l'Italie serait prête à envoyer des troupes, jusqu'à 5 000 hommes, à condition que Berlusconi puisse convaincre tout son gouvernement.

[Silvio Berlusconi, ”Président du Conseil” : - ”Euh, j'ai parlé avec mon ministre de la Défense il y a quelques minutes. Nous sommes en train d'organiser tout et je pense qu'on arrivera à les pousser”. Arlette Chabot : - ”C'est-à-dire que vous allez envoyer des militaires?”. Silvio Berlusconi : -

”Des militaires avec un hôpital de camp”. Arlette Chabot : - ”Des ra..., au Rwanda, avec les militaires français?”. Silvio Berlusconi : - ”Avec des..., je sais pas si on peut..., j’espère qu’on puisse se coordonner”.]

Une phrase dans le communiqué final du sommet de Corfou devrait refléter ce soutien européen. Ainsi la France devrait se sentir bientôt moins seule au Rwanda.

[**Catherine Ceylac interviewe à présent en plateau Josée Kabagema.**]

Catherine Ceylac : Josée Kabagema est notre invitée ce soir. Elle est d’origine rwandaise, elle vit en France, elle est top-model. Vous vous êtes mobilisée ainsi qu’avet..., avec votre sœur en créant donc, euh, une association qui a pour nom l’”Alliance pour le Rwanda”. Euh, cette association a quel objectif ?

Josée Kabagema : L’association a l’objectif..., au départ c’était surtout d’informer les p..., les gens parce que ils ne savaient pas du tout ce qui se passait. Qu’est-ce que un Hutu, qu’est-ce que un Tutsi. Et, d’ailleurs, ce n’est pas la chose la plus importante parce que... en fait, ce qu’il est important de savoir, c’est qu’on est tous des Rwandais et qu’il en a toujours été, euh..., ça a toujours été le cas et que l’on parle surtout la même langue. Et que ce sont les puissances plutôt étrangères qui ont essayé de nous diviser. Et c’est comme ça qu’on en arrive à..., à cette situation, euh..., qui dégénère en génocide.

Catherine Ceylac : Alors vous-même vous êtes tutsi.

Josée Kabagema : Moi je suis tutsi, oui.

Catherine Ceylac : Comment on peut être neutre ?

Josée Kabagema : Comment peut-on être neutre ? C’est difficile d’être neutre quand on voit les siens, euh, se faire massacrer comme ça. Mais en même temps, y’a pas que les Tutsi qui ont été massacrés : tous les modérés ont été tués. Euh, la Première ministre Madame Agathe Uwilingiyimana a été la première, tout de suite après le Président. Et... donc, euh, tout ce sang qui a été répandu, il a été autant des Tutsi et autant des Hutu. C’est vrai qu’y a une grande majorité de Tutsi qui ont été massacrés. Mais je crois que tout le monde a souffert dans cette histoire là. Et je crois que pour une récon..., réconciliation future, ça va être beaucoup plus..., je crois que ça va être possible, étant donné que tout le monde a perdu et des parents et tout le monde a perdu des gens de la famille.

Catherine Ceylac : Que pensez-vous de..., de l’opération, euh, Turquoise. Est-ce que vous la soutenez ?

Josée Kabagema : Ben, je ne peux pas dire que je la soutiens ou que je ne la soutiens pas. Nous l'avons pris avec beaucoup de précautions et beaucoup de réserves, euh, parce que on ne savait pas du tout dans quelle mesure ça allait aider ou ça allait plutôt déclencher, euh..., d'autres tueries. Mais maintenant, euh, que les Français ils ont l'air d'être très bien accueillis sur place, c'est qu'ils ont l'air de calmer la pat..., la partie qui était encore, euh, avec, euh..., des massacres. Peut-être que dans les jours à venir ça va apporter un plus grand calme. Et que ça sera plus évident pour nous de travailler... parce que [sourire] notre association en fait, c'est..., voudrait s'occuper beaucoup plus de l'intervention à l'intérieur du pays pour aider les gens qui, euh..., meurent de..., d'épidémies, de soif. Et nous aidons, euh..., des organisations.

Catherine Ceylac : Alors vous faites appel bien sûr à la générosité de tous les Français.

Josée Kabagema : Oui!

Catherine Ceylac : Et d'ailleurs va s'inscrire, donc euh, l'adresse de l'"Alliance pour le Rwanda" ainsi que donc le CCP, euh, 3 000, 34 909 36 L La Source [une incrustation "'L'Alliance pour le Rwanda', CCP 34909 36L La Source" s'affiche en bas de l'écran]. Et bien sûr, euh, tous les dons sont les bienvenus pour, euh, venir en aide, donc, à toutes les populations du Rwanda. Josée Kabagema merci.

Josée Kabagema : Je vous remercie.

Catherine Ceylac : Et on vous retrouvera, euh, dans l'édition spéciale qui sera proposée par toute la rédaction ce soir dans le journal de [la vidéo s'interrompt].